

## CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MAI 2017 EN BREF

Ouverture de la séance à 20h35

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
AFFAIRES GENERALES	<b>1/ <u>APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 13 FEVRIER 2017</u></b> Le procès-verbal de la séance du 13 février 2017 est adopté à l'unanimité sans commentaire ni remarque.	UNANIMITE
AFFAIRES GENERALES	<b>2/ <u>ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRAIN LIEU-DIT « LES ECORCHATS »</u></b> Mesdames JOMARD et BERTHET sont propriétaires d'une parcelle de terrain en indivision, cadastrée section D n°1631, d'une contenance de 2 ares et 7 centiares, sise lieu-dit « Les Ecorchats ». Aux fins de régulariser un alignement datant de 1968, et dans la perspective d'une division de parcelle attenante à intervenir, au profit de Monsieur et Madame DULUC, il est proposé la cession du tènement au profit de la commune de Montluel. La présente acquisition est consentie moyennant le paiement d'un euro symbolique et il est précisé que les frais liés à cet acte seront intégralement supportés par les consorts DULUC. <b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- APPROUVE l'acquisition de la bande de terrain cadastrée D n°1631, selon les conditions stipulées dans l'acte de cession ci-joint, et précitées notamment, aux fins d'intégration dans le domaine public de la commune ;</li><li>- AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession ci-joint, ainsi que tout autre document ou acte s'y rapportant.</li></ul>	UNANIMITE

<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES GENERALES</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>3/ <u>SUCCESSION DE Monsieur JEAN FAVIER – LEGS EN FAVEUR DE LA COMMUNE</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par courrier en date du 21 juillet 2016, l'étude de Maître FORAY, notaire à Montluel, a porté à la connaissance de la Commune un legs en faveur de la ville. En effet, et aux termes d'un testament olographe en date du 23 octobre 2006, Monsieur Jean FAVIER, demeurant à Montluel, 254 avenue de la gare et décédé le 7 mars 2016, a institué pour légataire universel la commune de Montluel.</p> <p>A ce titre, la commune est légataire de la maison d'habitation de Monsieur Jean FAVIER à Montluel, composée de cinq pièces principales, d'une surface habitable de 110 m<sup>2</sup>, et de son terrain attenant, cadastrés section AC n°116 d'une contenance de 8 ares et 66 centiares. En ce qui concerne l'état de la propriété, le bâtiment d'habitation, dont la construction date de 1953, est sain et ne présente pas de désordres majeurs. Le legs précité n'est grevé d'aucune condition ou charge particulière.</p> <p>La valeur vénale du bien immobilier a été estimée à hauteur de deux cent soixante-cinq mille euros (265 000 €) par le service France Domaine, dont l'avis en date du 15 février 2017 est joint en annexe. Il est précisé qu'en qualité d'héritier, le passif de la succession et les frais d'actes incombent à la ville. Les frais que la commune aura à acquitter s'élèvent à un montant estimatif de dix mille quatre cents euros (10 400€).</p> <p>Monsieur le Maire précise que conformément à l'article 794 du Code Général des Impôts, et s'agissant des droits de mutation sur les biens qui adviennent aux collectivités par succession, le bien légué ne sera pas affecté à une activité lucrative.</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ACCEPTE la succession de Monsieur Jean FAVIER ;</li> <li>- ACCEPTE le legs de la maison d'habitation et de son terrain attenant, sis 254 avenue de la Gare à Montluel, et cadastrés section AC n°116 ;</li> <li>- AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir l'ensemble des démarches utiles à cet effet, et notamment la requête d'envoi en possession auprès du juge judiciaire, et, à signer tout acte s'y rapportant.</li> </ul>
	<p><b>UNANIMITE</b></p>



<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES GENERALES</b></p>	<p><b><u>4/ LEGS DE MONSIEUR JEAN FAVIER – BENEFICE DES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE SOUSCRITS EN FAVEUR DE LA COMMUNE.</u></b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle qu'aux termes d'un testament olographe en date du 23 octobre 2006, Monsieur Jean FAVIER, demeurant à Montluel, 254 avenue de la gare et décédé le 7 mars 2016, a institué pour légataire universel la commune de Montluel.</p> <p>Il a également désigné comme légataires à titre particulier, en ce qui concerne l'ensemble de ses comptes bancaires et de ses autres avoirs mobiliers, Madame Hélène FAVRE et Monsieur Jean-Paul CRUAT.</p> <p>Parallèlement au legs de la maison d'habitation, et par courriers datés des 26 et 28 juillet 2016, la ville pourrait prétendre au bénéfice de contrats d'assurance-vie, à hauteur de 32 193.84 € et 232 975.99 €, respectivement souscrits par Monsieur Jean FAVIER auprès des sociétés d'assurances PREDICA et CNP.</p> <p>Compte tenu de la rédaction particulière de la clause testamentaire, des difficultés persistent dans l'interprétation de la volonté du stipulant et du bénéficiaire des contrats. Il ressort de l'analyse de la compagnie CNP, que la ville n'est pas juridiquement fondée à recevoir le bénéfice des contrats d'assurance-vie souscrits auprès d'elle par Monsieur Jean FAVIER.</p> <p>Seul le capital appelé à être versé par la société PREDICA pourrait ainsi être perçu par la commune dans l'immédiat.</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>ACCEPTE</b> le bénéfice du contrat d'assurance-vie souscrit par Monsieur Jean FAVIER au profit de la ville auprès de la compagnie PREDICA d'un montant de 32 193.84 € ;</li> <li>- <b>AUTORISE</b> Monsieur le Maire à accomplir l'ensemble des démarches utiles cet effet, et à signer tout acte s'y rapportant.</li> </ul> <p style="text-align: right;"><b>UNANIMITE</b></p>
--	---

**5/ RETROCESSION DES ESPACES COLLECTIFS (Hors espaces verts) DU LOTISSEMENT « LE MORENCIN – JAILLEUX » et « LES TOURTERELLES – JAILLEUX » POUR INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC**

Les propriétaires résidant dans les lotissements « Le Morencin » et « Les Tourterelles », situés dans le hameau de Jailleux ont porté à la connaissance de Monsieur le Maire leur volonté de rétrocéder à la ville les parties communes de leur lotissement respectif, à l'exclusion des espaces verts. Cette rétrocession concerne une surface totale approximative de 1 700 m<sup>2</sup> pour le lotissement « les Tourterelles » et de 2 200 m<sup>2</sup> pour le lotissement « le Morencin », conformément aux extraits de plan cadastral ci-annexés.

En l'absence d'associations syndicales régulièrement constituées, le transfert de la propriété d'une voie privée vers le domaine public communal est possible dans les conditions prévues par les articles R318-10 et suivants du code de l'urbanisme, R141-4 et suivants du code de la voirie routière, et L134-1 et R134-3 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

En effet, et conformément à l'article L318-3 du code de l'urbanisme, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après enquête publique, être transférée d'office, sans indemnité au profit des anciens propriétaires, dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées. La décision portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

UNANIMITE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le principe de classement d'office dans le domaine public communal des voiries des lotissements « Le Morencin » et « Les Tourterelles », situés dans le hameau de Jailleux, à l'exclusion des espaces verts ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à lancer l'enquête publique correspondant à cette procédure, prescrite par l'article L318-3 du code de l'urbanisme, d'une durée de quinze jours, dont les dates et les modalités seront précisées par arrêté municipal, et selon les modalités définies aux articles précités, et à accomplir l'ensemble des démarches utiles à cet effet ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte ou document se rapportant à cette procédure.



**6/ RENOUVELLEMENT DU BAIL DE LOCATION SEMCODA / VILLE DE MONTLUEL ET DU BAIL DE SOUS-LOCATION AU PROFIT DE L'ETAT POUR LES LOCAUX DE LA GENDARMERIE**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Montluel a donné à bail emphytéotique à la SEMCODA un terrain à bâtir, sis à Montluel au lieu-dit « Vorliers », 892 route de Jaillieux, cadastré C 1126 et C 1128, et d'une contenance globale de 91a 17ca. Ce bail porte sur une durée de 52 ans, soit du 27 février 2007 au 26 février 2059. Sur ce terrain, la SEMCODA a construit les locaux de la gendarmerie et ses annexes. Au terme de la construction, la SEMCODA a donné en location à la Commune de Montluel, pendant toute la durée du bail emphytéotique, et par périodes successives, les bâtiments de service, techniques et d'habitations de la gendarmerie. Le premier bail de location a été consenti pour une durée de 9 ans. Le contrat est ensuite reconduit tacitement pour une période de trois ans renouvelable.

Le loyer annuel, portant sur la période du 1<sup>er</sup> mai 2008 au 30 avril 2017, a été fixé à 334 127,43 €, sans révision. Au premier jour de la 10<sup>ème</sup> année, soit au 1<sup>er</sup> mai 2017, puis par période triennale, le loyer annuel est révisé selon les variations de l'INSEE.

En parallèle, un bail de sous-location d'un immeuble au profit de l'Etat a été signé pour une durée de 9 ans, soit du 1<sup>er</sup> mai 2008 au 30 avril 2017, entre SEMCODA (le bailleur), la Ville de Montluel (le locataire principal), et l'Etat / Gendarmerie (le sous-locataire). Le loyer annuel a été fixé à 334 127,43 € sans révision.

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2017, la sous-location est constatée par des baux successifs de même durée, soit neuf ans, dans la limite de la durée de la convention du bail principal, soit le 26 février 2059. Le nouveau loyer est alors estimé par les services du domaine sans pouvoir excéder celui qui résulterait de l'actualisation du loyer initial en fonction de l'évolution de l'indice de révision publié par l'INSEE.

Dans le cadre de la révision des baux de location et de sous-location, la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Ain a été consultée. L'avis du domaine stipule, qu'après enquête, le loyer annuel dudit bien ressort à un montant de l'ordre de 380 437,54 € à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.

Ce nouveau montant correspond aux variations de l'Indice National du Coût de la Construction, indice du 3<sup>ème</sup> trimestre, soit :  $334\,127,43 \times 1643 / 1443 = 380\,437,54$  €.

Aujourd'hui, il paraît opportun de passer avec SEMCODA un avenant au bail de location initial venant préciser le nouveau montant du loyer à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant au bail de location SEMCODA / Ville de Montluel portant le montant du loyer à verser à 380 437,54 € à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer le nouveau bail de sous-location SEMCODA / Ville de Montluel / Etat – Gendarmerie portant le montant du loyer à encaisser à 380 437,54 € à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.**

Il est indiqué que Monsieur le Maire n'a pas pris part au vote.

**AFFAIRES GENERALES**

**UNANIMITE**

<p align="center"><b>AFFAIRES GENERALES</b></p>	<p><b>7/ <u>MISE EN CONFORMITE DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA COTIERE A MONTLUEL A LA LOI NOTRE DU 7 AOUT 2015 :</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par délibération en date du 6 avril 2017, le conseil communautaire de la 3CM à modifier ses statuts.</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>APPROUVE la modification des statuts de la 3CM tels qu'ils figurent dans la délibération du Conseil communautaire du 6 avril 2017.</b></li> </ul> <p align="right"><b>UNANIMITE</b></p>
<p align="center"><b>URBANISME</b></p>	<p><b>8/ <u>ANALYSE ET EVALUATION DU PLU EXISTANT DE LA COMMUNE</u></b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune a été approuvé le 20 juin 2013 et a fait l'objet d'une modification approuvée le 24 mars 2016.</p> <p>Quatre ans après son approbation, des évolutions législatives et réglementaires majeures sont intervenus, au premier rang desquelles figurent la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR, et des documents de planification supra-communaux, notamment le SCoT BUCOPA.</p> <p>Il convient donc d'assurer la mise en comptabilité du PLU existant avec ces documents et répondre à l'évolution législative et réglementaire, et surtout promouvoir un véritable projet de territoire porté par la municipalité, afin d'inscrire ses actions dans une logique de développement maîtrisé de son territoire, et favoriser les projets de ses habitants.</p> <p>Avant d'engager la commune dans une procédure de révision de son document actuel, l'article L153-27 du code de l'urbanisme impose la réalisation d'un bilan du PLU au plus tard à l'issue d'une période de neuf années suivant l'approbation initiale ou la révision du document. Il est, en effet, indispensable de savoir ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, ce que propose la note jointe en annexe. Certains objectifs inscrits dans le PLU apparaissent, ainsi, d'ores et déjà compromis, au regard notamment du bien-fondé des outils mis en place pour les traduire.</p> <p>Par conséquent, au regard des évolutions législatives, de la révision des documents d'urbanisme supra-communaux, de la remise en cause du projet contenu dans le document ou de la nécessité d'apporter des précisions quant à certaines dispositions du PLU en vigueur, à l'aune du développement communal de ces dernières années, une procédure de révision du document d'urbanisme paraît nécessaire.</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>PREND ACTE ET APPROUVE l'analyse des résultats de l'application du PLU existant ;</b></li> <li>- <b>PREND ACTE, au regard de ce bilan, de la nécessité d'engager la commune dans une démarche de révision du PLU en vigueur de la commune.</b></li> </ul> <p align="right"><b>UNANIMITE</b></p>



## 9/ PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLU DE LA COMMUNE

### I.1.Enjeux de la révision du PLU

Monsieur le Maire rappelle que le PLU de la commune de Montluel a été approuvé en 2013. Il explique qu'à ce jour, il ne correspond plus aux enjeux de développement et la question de la future compatibilité avec le SCoT BUCOPA est posée.

Aujourd'hui, la commune souhaite porter de nouveaux projets pour assurer le maintien de sa population et accueillir de nouveaux habitants. Aussi, la municipalité souhaite se doter d'un véritable projet de territoire, soucieuse de la préservation du cadre de vie de ses habitants, tout en étant tournée vers l'avenir, la préservation de l'environnement, et les enjeux sociaux et économiques et de gouvernance du développement durable.

L'équipe municipale souhaite que ce futur projet soit également une opportunité pour fédérer sa population, que ce soit par la création de lieux de vie et de rencontres, notamment dans le centre-ville, qu'en associant étroitement les habitants à l'élaboration du projet et au partage des réflexions.

Il s'agira enfin d'intégrer les dernières dispositions réglementaires (ALUR, LAAAF, MACRON...) pour garantir la conformité juridique du projet de territoire.

#### URBANISME

La révision du PLU doit permettre de :

- Constituer un cadre pour les objectifs et les opérations d'aménagement à venir par la mise en place d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur les secteurs à forts enjeux, une réflexion sur les modes-doux de déplacements et les liaisons inter-quartiers ;
- Maîtriser les formes de développement, en essayant de redonner une centralité à la commune et en maîtrisant les vides et pleins urbains dans une logique d'urbanisation qualitative ;
- Encadrer l'urbanisation des hameaux et réaffirmer leur identité ;
- Eviter le mitage des espaces naturels et réfléchir au maintien de l'activité agricole ;
- Lutter contre l'habitat indigne ;
- Définir les conditions pour améliorer le cadre de vie des habitants par la maîtrise de la volumétrie des bâtiments, des hauteurs, de la thématique des stationnements notamment ;
- Réfléchir aux emplacements des futurs équipements publics
- Respecter l'environnement et prise en compte de toutes les réglementations environnementales ;
- Mettre en conformité de document d'urbanisme avec les enjeux des lois Grenelle I et II et la loi ALUR et mise en compatibilité avec le SCoT.

Monsieur le Maire précise que les quatre derniers points sont les principaux objectifs de la politique fixée par le SCoT révisé et que le PLU devra les intégrer.

## I.2.Contexte réglementaire

Monsieur le Maire explique que l'élaboration du document d'urbanisme de Montluel traduit la volonté de la Commune d'établir un projet d'aménagement et de développement équilibré du territoire. L'élaboration du PLU s'inscrit dans une triple dynamique supra-communale :

- 1- La dynamique intercommunale avec la Communauté de Communes de la Côte à Montluel (3CM). Le PLU s'attachera à prendre en compte les éléments de réflexion et de programmation dans les champs de compétence suivants : aménagement de l'espace, actions de développement économique, développement touristique, protection et mise en valeur de l'environnement, construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et des voiries d'intérêt communautaire, politique du logement et du cadre de vie, ...
- 2- La dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) BUCOPA en cours de révision (stade finale) où le futur PLU devra se mettre en compatibilité avec ce dernier.
- 3- Plus largement, le PLU s'inscrit dans la perspective du Grenelle de l'Environnement, en particulier de la loi portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle2), ainsi que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite ALUR) et la récente loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF), la refonte du code de l'urbanisme au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## I.3.Contexte environnemental

La prise en compte de l'environnement dans les PLU correspond à une obligation réglementaire ancienne, avec des évolutions sensibles ces dernières années : loi SRU de 2000 (renforce la prise en compte de l'environnement dans les documents d'urbanisme et évaluation simple), Directive 2001/42/CE (renforce le contenu de l'évaluation environnementale), Lois Grenelle (conforte la prise en compte de l'environnement notamment sur les thématiques « biodiversité, continuités écologiques et climat).

Plus récemment, le décret du 23 Août 2012 réforme le régime d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et édicte que :

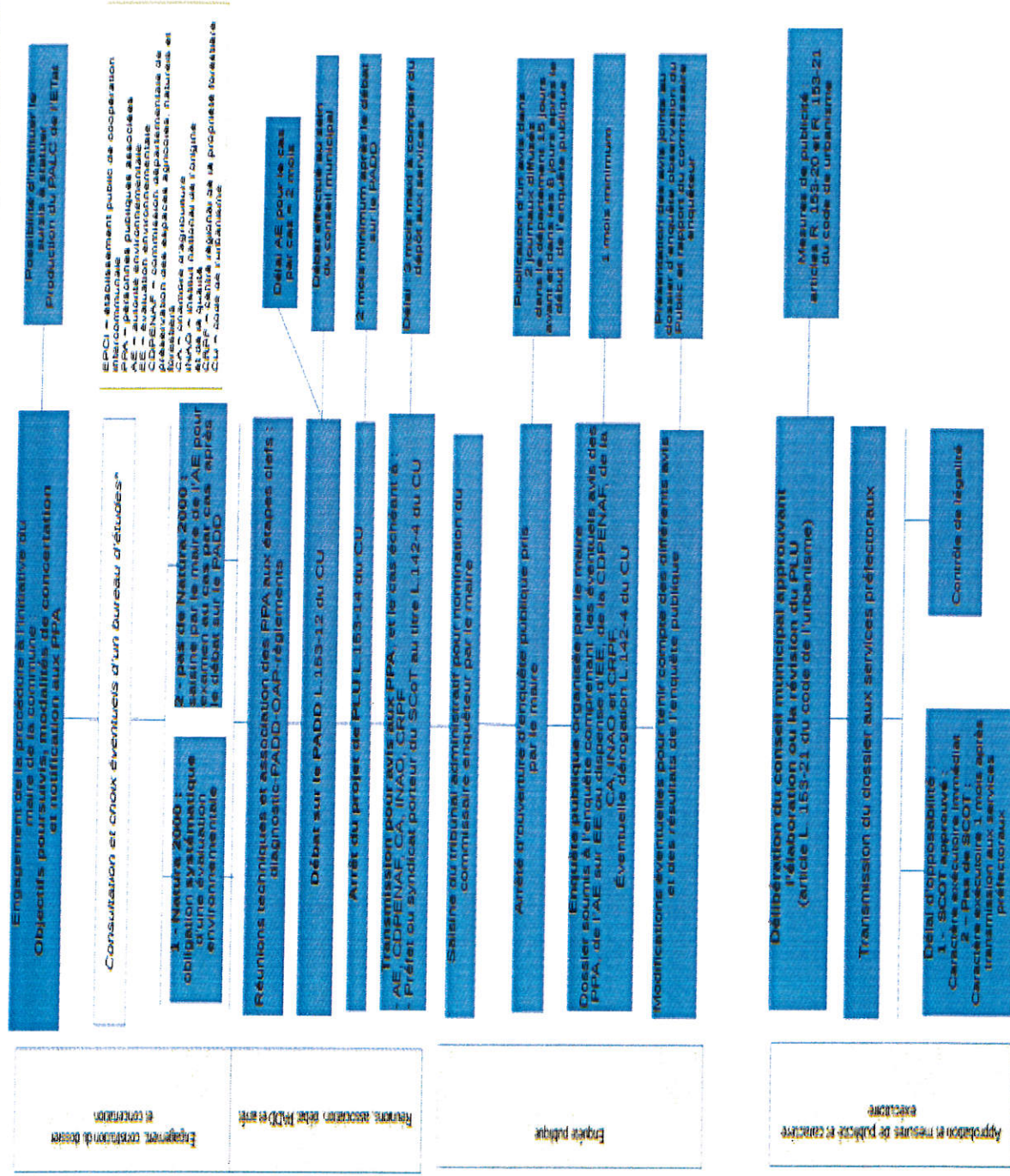
- Sont soumis à évaluation environnementale systématique : SCoT, PLUi valant SCoT, PLU tenant lieu de PDU, PLU ou carte communale en présence de Natura 2000, PLU en zone littorale, PLU en zone de montagne, les déclarations de projet et les procédures d'évolution des documents d'urbanisme (si elles induisent des modifications impactant des zones Natura 2000) ;
- Sont soumis à analyse au cas par cas : les PLU non soumis à évaluation environnementale obligatoire et les cartes communales d'une commune limitrophe d'une commune dont le territoire comporte un site Natura 2000.

En application des dispositions des articles L414-1 et L414-4 du Code de l'Environnement et du décret adopté du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, l'élaboration du PLU de Montluel entre dans le champ de l'application de l'évaluation environnementale systématique (obligatoire).



#### **I.4.Procédure de révision**

## Synoptique



\* Étape qui n'est pas imposée au titre du code de l'urbanisme, mais au titre du code des marchés publics.

➤ **Concertation avec la population (L.153-11et L.103-2 à L.103-4du code de l’urbanisme) :**

La concertation préalable à l’enquête publique est obligatoire et ses modalités sont définies dans la délibération de prescription. Elle permet, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l’importance et des caractéristiques du projet, au public d’accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l’autorité compétente.

Cette concertation s’organise autour de mesures complémentaires et concomitantes, qui pourront prendre la forme d’une page dédiée sur le site internet de la commune, d’une information ponctuelle pendant toute la durée de la révision (magazine municipal et/ou plaquette d’information spécifique), de la mise à disposition des documents d’étude et d’élaboration du dossier d’arrêt du projet du plan local d’urbanisme, de panneaux de présentation et de l’organisation de réunions publiques.

➤ **Constitution du dossier (articles L. 151-2 et L. 151-4 du code de l’urbanisme) :**

Le dossier d’élaboration-révision (qui sera soumis aux personnes publiques associées, à l’autorité environnementale et à enquête publique) doit comprendre :

- Un rapport de présentation qui :
  - Expose le diagnostic (article L. 151.4 du code de l’urbanisme)
  - Analyse l’état initial de l’environnement, la consommation des espaces et justifie les objectifs de modération de la consommation
  - Explique les choix du PADD, des OAP, du règlement (écrit et graphique)
  - Évalue les incidences du PLU sur l’environnement
  - Précise les indicateurs d’évaluation du PLU
- Un projet d’aménagement et de développement durables (PADD)
- Des orientations d’aménagement et de programmation (OAP)
- Un règlement écrit et graphique
- Les annexes.

➤ **Cas d’une procédure soumise à évaluation environnementale**

Dans ce cas, le rapport de présentation est complété par le contenu de l’évaluation environnementale (cf. article R. 151-3 du code de l’urbanisme).

➤ **Débat sur le PADD (article L. 153-12 du code de l’urbanisme)**

Un débat a lieu au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d’aménagement et de développement durables au plus tard 2 mois avant l’examen du projet de plan local d’urbanisme.



➤ **Bilan de la concertation et arrêt du projet de PLU (articles L. 153-14 et L. 103-6 du code de l'urbanisme)**

La concertation permet au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet de PLU, d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. La présentation du bilan implique qu'un exposé devant le conseil municipal soit fait par le maire de la commune retraçant la position exprimée par les administrés sur l'ensemble des thèmes abordés et les éventuelles incidences sur le projet initial.

L'article R. 153-3 du code de l'urbanisme précise que la délibération qui arrête le PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation. Ainsi dans la même séance, voire dans la même délibération, le conseil municipal peut tirer le bilan de la concertation, puis arrêter le projet.

Le bilan de la concertation doit être joint au dossier soumis à l'enquête publique. La délibération qui tire le bilan de la concertation et qui arrête le projet doit être affichée en mairie.

➤ **Transmission du PLU « arrêté » (articles L. 153-16 et L. 153-17 code de l'urbanisme)**

Le PLU « arrêté » est alors soumis pour avis aux personnes publiques associées ainsi que, à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés, et à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Par ailleurs, le dossier peut être transmis pour avis à toute personne ayant demandé à être consultée (associations, représentants des organismes HLM, ...).

Le délai de réponse des personnes publiques associées, de l'autorité environnementale et éventuels autres organismes consultés est de trois mois maximum à compter de la réception du dossier complet (cachet des services préfectoraux pour les Services de l'État). Au-delà, l'avis est réputé favorable.

➤ **Enquête publique (articles L. 153-19 et R. 153-8 du code de l'urbanisme)**

Elle est réalisée par le maire de la commune conformément aux articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-11 du code de l'environnement.

**I – Saisine du Président du Tribunal Administratif (TA) pour désigne un commissaire enquêteur**

Le Maire saisit le Président du TA afin qu'il nomme un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête. Il lui adresse une demande précisant l'objet de l'enquête ainsi que la période retenue. Le président du Tribunal Administratif doit nommer un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête dans un délai de quinze jours.

## **II – Arrêté de mise à enquête publique**

Après la nomination et la consultation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le Maire prend un arrêté de mise à l'enquête publique qui précise :

- 1- L'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à 30 jours ni excéder deux mois (sauf cas particulier de suspension d'enquête publique ou d'enquête complémentaire)
- 2- Les lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier et déposer des observations dans le registre
- 3- Les noms et qualités du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête et de leurs suppléants éventuels
- 4- Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public
- 5- Les lieux où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

## **III-Arrêté de mise à enquête publique**

Un avis d'enquête est publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé au cours des huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. L'avis d'enquête est affiché en mairie au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

## **IV – Contenu et transmission**

Le dossier soumis à enquête correspond à celui qui a été arrêté. Ce dossier ne doit pas subir de modification entre l'arrêt et l'enquête publique. Il est disponible en mairie.

Sont joints au dossier d'enquête publique :

- Le projet arrêté ainsi que le bilan de la concertation
- Les éventuels avis écrits des personnes publiques associées,
- L'avis de l'autorité environnementale en cas d'évaluation environnementale,
- L'éventuelle dispense d'évaluation environnementale suite à examen au cas par cas,
- En cas de réduction des espaces agricoles, naturels et forestiers : les avis de la chambre d'agriculture, de l'INAO, du CRPF et le cas échéant de la CDPENAF (pour une commune couverte par un SCoT, suite à auto-saisine ou saisine par toute autre personne),
- Dans le cas de la création d'un STECAL dans une zone naturelle, agricole ou forestière : l'avis de la CDPENAF.

Si des avis sont envoyés en cours d'enquête publique, il est conseillé de les joindre au dossier soumis à enquête au fur et à mesure de leur réception.



## V – Clôture de l'enquête et publication

À l'expiration du délai d'enquête, le registre est clos et signé par le Maire de la commune puis transmis, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur (ou à la commission d'enquête) qui établit un rapport du déroulement et des observations formulées.

Le commissaire enquêteur transmet au Maire, dans un délai de trente jours maximum à compter de la clôture de l'enquête, son rapport et ses conclusions motivées.

Le Maire de la commune tient à la disposition du public ce rapport et ces conclusions, et en adresse une copie au président du TA et au préfet.

### ➤ **Approbation du PLU L.153-21 du code de l'urbanisme)**

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis lors de l'examen conjoint des PPA et de ceux qui ont été joints au dossier, ainsi que des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération du conseil municipal. Ces évolutions du projet ne doivent pas remettre en cause les orientations générales du PLU.

### ➤ **Publicité (articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme)**

Des mesures de publicité doivent être réalisées pour les délibérations qui :

- Engage la procédure (prescription) et définit les modalités de la concertation
- Approuve l'élaboration/révision du PLU.

Ces mesures sont les suivantes :

- Affichage pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- Publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, pour les communes de 3.500 habitants et plus.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

### ➤ **Caractère exécutoire (articles L. 153-23, L. 153-24 et R. 153-21 du code de l'urbanisme)**

Dans une commune couverte par un SCoT, la délibération approuvant le PLU (accompagnée du dossier complet) devient exécutoire après accomplissement des mesures de publicité et d'information suivantes (conditions cumulatives) :

- De sa réception en préfecture ou en sous-préfecture ;
- De l'affichage en mairie ;
- De la publication dans la presse.

	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- DE PRESCRIRE la révision du PLU de la commune, sur l'intégralité du territoire communal, pour répondre aux objectifs et motifs ci-dessus présentés ;</li><li>- DE DEFINIR les modalités de la concertation qui seront mises en place pendant toute la durée de la révision comme proposées ci-dessus ;</li><li>- D'ASSOCIER les services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L132-10 du code de l'urbanisme ;</li><li>- DE CONSULTER au cours de la procédure les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L132-7, L132-9 et L132-11 du code de l'urbanisme, si elles en font la demande et l'autorité environnementale ;</li><li>- DE REALISER l'évaluation environnementale en tant que de besoin ;</li><li>- D'AUTORISER Monsieur le maire à entamer toutes les démarches utiles à la mise en œuvre de cette procédure et à signer tout contrat, document ou acte utile à cet effet ;</li><li>- DE SOLLICITER de l'État l'allocation d'une dotation pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU conformément à l'article L. 132-15 du code de l'urbanisme, ainsi que l'aide financière du Conseil Départemental.</li></ul>	UNANIMITE
--	---	-----------



<p>RESSOURCES HUMAINES</p>	<div data-bbox="92 1113 132 1749"> <p>10/ <u>MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS</u></p> </div> <div data-bbox="156 309 247 1749"> <p>Le recrutement d'un fonctionnaire, d'un agent contractuel ou la modification de la durée hebdomadaire, du ou des grade(s) afférents à un emploi, nécessitent des créations régulières de postes.</p> </div> <div data-bbox="295 1402 335 1749"> <p>❖ <u>Services Techniques</u></p> </div> <div data-bbox="355 309 483 1749"> <p>Il est proposé de créer un emploi pour accroissement saisonnier d'activité pour une période pouvant aller du mois de mai à août de chaque année, à temps complet, ouvert aux agents contractuels et au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, en remplacement des agents du service en congés.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</p> </div> <div data-bbox="523 835 611 1715"> <ul style="list-style-type: none"> <li>- APPROUVE la création de ce poste à temps complet ;</li> <li>- INSCRIT les crédits correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul> </div> <div data-bbox="675 1350 715 1749"> <p>❖ <u>Service Accueil Etat Civil</u></p> </div> <div data-bbox="735 309 802 1749"> <p>Dans le cadre de la mobilité de deux agents, il convient d'assurer un tuilage avec les agents recrutés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.</p> </div> <div data-bbox="834 1137 874 1749"> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</p> </div> <div data-bbox="882 309 994 1715"> <ul style="list-style-type: none"> <li>- APPROUVE l'ouverture des deux postes d'agent chargé de l'accueil et de l'état civil au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;</li> <li>- INSCRIT les crédits correspondants au budget 2017.</li> </ul> </div> <div data-bbox="1058 1227 1098 1749"> <p>❖ <u>Service des Ressources Humaines</u></p> </div> <div data-bbox="1106 309 1217 1749"> <p>Dans le cadre d'une demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles d'un agent qui souhaite s'engager dans un cycle de formation universitaire de longue durée, il convient d'assurer un tuilage avec l'agent recruté à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.</p> </div> <div data-bbox="1257 1137 1297 1749"> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</p> </div> <div data-bbox="1305 309 1425 1715"> <ul style="list-style-type: none"> <li>- APPROUVE l'ouverture d'un poste de responsable du service des ressources humaines au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et rédacteurs territoriaux ;</li> <li>- INSCRIT les crédits correspondants au budget 2017.</li> </ul> </div> <div data-bbox="783 105 815 266"> <p>UNANIMITE</p> </div>
----------------------------	--

11/ MODIFICATION DE L'INDICE BRUT SOMMITAL – CALCUL DES INDEMNITÉS DES ÉLUS

Monsieur le Maire rappelle que les indemnités des élus ont été fixées par délibération en date du 17 avril 2014.

Monsieur le Maire explique que l'indemnité de fonction des élus locaux est fixée par référence à un pourcentage du montant correspondant à l'indice terminal de l'échelle de rémunération de la fonction publique.

Le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017, a modifié l'indice brut terminal de la fonction publique servant de base de calcul de ces indemnités.

Pour les collectivités et établissements publics ayant voté des délibérations faisant référence expressément à l'IB 1015, une nouvelle délibération visant uniquement l'indice brut sommital de la fonction publique sans autre précision est nécessaire.

Il est ainsi proposé de fixer les taux d'indemnisation qui rendent les indemnités équivalentes à celles versées en 2001.

RESSOURCES HUMAINES

UNANIMITE

	Taux d'indemnisation antérieurs en % de l'indice brut sommital 1015	Taux d'indemnisation proposés en % de l'indice sommital de la fonction publique
Maire	55 %	54 %
Maire délégué	15.72 %	15.72 %
Adjoints	17.50 %	17.50 %
Conseiller municipal délégué	6%	6%

Par ailleurs, la commune étant chef-lieu de canton au moment du dernier renouvellement général du conseil municipal, les indemnités du Maire, des adjoints et du conseiller délégué peuvent toujours être majorées jusqu'à 15 %. Monsieur le Maire propose de renoncer à cette majoration.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les taux indemnitaires précisés supra pour l'exercice des fonctions de Maire, de Maire délégué, d'Adjoint au Maire et de Conseiller délégué, sans majoration de 15%.



AFFAIRES FINANCIERES	<div>12/ COMPTE DE GESTION 2016 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE MONTLUEL ET DES BUDGETS ANNEXES DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT – APPROBATION</div> <div>Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l’ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif. Après s’être fait présenter les budgets primitifs de l’exercice 2016 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, les comptes de gestion dressés par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l’actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer, Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant aux bilans de l’exercice 2015, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, Après s’être assuré que le receveur a procédé à toutes les écritures non budgétaires nécessaires à la clôture du budget annexe de l’assainissement, et dont le détail est annexé à la présente délibération, Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</div> <div><div>- APPROUVE les comptes de gestion du trésorier principal pour l’exercice 2016 des budgets principal, eau potable et assainissement. Ces comptes de gestion, visés et certifiés conformes par l’ordonnateur, n’appellent ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.</div></div> <div>UNANIMITE</div>																																																														
AFFAIRES FINANCIERES	<div>13/ COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION</div> <div>Sous la présidence de Mme Irène TOST, il est procédé à l’examen du compte administratif du budget principal de l’année 2016. Le résultat de l’exécution du budget 2016 se présente ainsi :</div> <table><thead><tr><th rowspan="2"></th><th colspan="2">Investissement</th><th colspan="2">Fonctionnement</th><th colspan="2">Ensemble</th></tr><tr><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th></tr></thead><tbody><tr><td>Résultats reportés cumulés</td><td></td><td>298 973,38</td><td></td><td>575 533,26</td><td></td><td>874 506,64</td></tr><tr><td>Opérations de l'exercice</td><td>1 191 324,11</td><td>1 222 319,00</td><td>5 592 184,68</td><td>6 127 345,00</td><td>6 783 508,79</td><td>7 349 664,00</td></tr><tr><td>TOTAUX</td><td>1 191 324,11</td><td>1 521 292,38</td><td>5 592 184,68</td><td>6 702 878,26</td><td>6 783 508,79</td><td>8 224 170,64</td></tr><tr><td>Résultats de clôture</td><td></td><td>329 968,27</td><td></td><td>1 110 693,58</td><td></td><td>1 440 661,85</td></tr><tr><td>Restes à réaliser</td><td>248 433,85</td><td></td><td></td><td></td><td>248 433,85</td><td></td></tr><tr><td>TOTAUX CUMULES</td><td>248 433,85</td><td>329 968,27</td><td></td><td>1 110 693,58</td><td>248 433,85</td><td>1 440 661,85</td></tr><tr><td>Résultats définitifs</td><td></td><td>81 534,42</td><td></td><td>1 110 693,58</td><td></td><td>1 192 228,00</td></tr></tbody></table> <div>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</div> <div><div>- APPROUVE le compte administratif 2016 du budget principal</div></div> <div>MAJORITE</div> <div>Pour : 21</div> <div>Abstentions : 6</div> <div>J. Bernard</div> <div>N. Mondy</div> <div>B. Serpereau</div> <div>D. Duval</div> <div>C. Jomain</div> <div>C. Robert</div> <div>Monsieur le Maire ne prend pas part au vote.</div>		Investissement		Fonctionnement		Ensemble		Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Résultats reportés cumulés		298 973,38		575 533,26		874 506,64	Opérations de l'exercice	1 191 324,11	1 222 319,00	5 592 184,68	6 127 345,00	6 783 508,79	7 349 664,00	TOTAUX	1 191 324,11	1 521 292,38	5 592 184,68	6 702 878,26	6 783 508,79	8 224 170,64	Résultats de clôture		329 968,27		1 110 693,58		1 440 661,85	Restes à réaliser	248 433,85				248 433,85		TOTAUX CUMULES	248 433,85	329 968,27		1 110 693,58	248 433,85	1 440 661,85	Résultats définitifs		81 534,42		1 110 693,58		1 192 228,00
	Investissement		Fonctionnement		Ensemble																																																										
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents																																																									
Résultats reportés cumulés		298 973,38		575 533,26		874 506,64																																																									
Opérations de l'exercice	1 191 324,11	1 222 319,00	5 592 184,68	6 127 345,00	6 783 508,79	7 349 664,00																																																									
TOTAUX	1 191 324,11	1 521 292,38	5 592 184,68	6 702 878,26	6 783 508,79	8 224 170,64																																																									
Résultats de clôture		329 968,27		1 110 693,58		1 440 661,85																																																									
Restes à réaliser	248 433,85				248 433,85																																																										
TOTAUX CUMULES	248 433,85	329 968,27		1 110 693,58	248 433,85	1 440 661,85																																																									
Résultats définitifs		81 534,42		1 110 693,58		1 192 228,00																																																									

17

#### 14/ COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DU RESULTAT

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif. Le tableau des résultats de l'exercice 2016 est le suivant :

Excédent de fonctionnement 2016 à affecter en 2017 (ligne 002)	1 110 693,58
Solde d'investissement 2016 : R/001 excédent de financement	329 968,27
Solde des restes à réaliser d'investissement	-
RAR dépense	248 433,85
RAR recette	248 433,85
Besoin de financement en investissement	0,00
AFFECTATION :	0,00
1) Affectation au R/1068 couverture au minimum du besoin de financement ci-dessus	0,00
2) Dotation complémentaire en réserve, section d'investissement (compte recettes 1068)	120 000,00
3) Report en fonctionnement au R/002 du surplus non affecté au R/1068	990 693,58
Déficit de fonctionnement reporté au D/002 (le cas échéant)	0,00

#### AFFAIRES FINANCIERES

UNANIMITE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DECIDE la reprise des résultats de l'exercice 2016 sur l'exercice 2017 telle qu'indiquée ci-dessus.

#### 15/ COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE–APPROBATION

Sous la présidence de Mme Irène TOST, il est procédé à l'examen du compte administratif du budget annexe de l'eau potable de l'année 2016. Le résultat de l'exécution du budget 2016 se présente ainsi :

	Investissement		Exploitation		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés	26 359,37			46 209,05	26 359,37	46 209,05
Opérations de l'exercice	76 620,25	88 502,73	506 540,12	499 418,00	583 160,37	587 920,73
TOTAUX	102 979,62	88 502,73	506 540,12	545 627,05	609 519,74	634 129,78
Résultats de clôture	14 476,89			39 086,93	14 476,89	39 086,93
Restes à réaliser	4 229,19				4 229,19	
TOTAUX CUMULES	18 706,08				18 706,08	39 086,93
Résultats définitifs	18 706,08				39 086,93	20 380,85

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le compte administratif 2016 du budget annexe de l'eau potable.

MAJORITE

Pour : 21

Abstentions : 6

J. Bernard  
N. Mondy  
B. Serpèreau  
D. Duval  
C. Jomain  
C. Robert

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote.



<p><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>16/ COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – AFFECTATION DU RESULTAT</b></p> <p>Les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif. Le tableau des résultats de l'exercice 2016 est le suivant :</p> <table><tr><td>Excédent de fonctionnement 2016 à affecter en 2017 (ligne 002)</td><td>39 086,93</td></tr><tr><td>Solde d'investissement 2016 : D/001 déficit de financement</td><td>- 14 476,89</td></tr><tr><td>Solde des restes à réaliser d'investissement</td><td>- 4 229,19</td></tr><tr><td>RAR dépenses</td><td>4 229,19</td></tr><tr><td>RAR recettes</td><td>0,00</td></tr><tr><td>Besoin de financement en investissement</td><td>18 706,08</td></tr><tr><td>AFFECTATION :</td><td></td></tr><tr><td>4) Affectation au R/1068 couverture au minimum du besoin de financement ci-dessus</td><td>18 706,08</td></tr><tr><td>5) Report en fonctionnement au R/002 du surplus non affecté au R/1068</td><td>20 380,85</td></tr><tr><td>Déficit de fonctionnement reporté au D/002 (le cas échéant)</td><td>0,00</td></tr></table> <p><b>UNANIMITE</b></p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <p>- <b>DECIDE la reprise des résultats de l'exercice 2016 sur l'exercice 2017 telle qu'indiquée ci-dessus.</b></p>	Excédent de fonctionnement 2016 à affecter en 2017 (ligne 002)	39 086,93	Solde d'investissement 2016 : D/001 déficit de financement	- 14 476,89	Solde des restes à réaliser d'investissement	- 4 229,19	RAR dépenses	4 229,19	RAR recettes	0,00	Besoin de financement en investissement	18 706,08	AFFECTATION :		4) Affectation au R/1068 couverture au minimum du besoin de financement ci-dessus	18 706,08	5) Report en fonctionnement au R/002 du surplus non affecté au R/1068	20 380,85	Déficit de fonctionnement reporté au D/002 (le cas échéant)	0,00																																											
Excédent de fonctionnement 2016 à affecter en 2017 (ligne 002)	39 086,93																																																															
Solde d'investissement 2016 : D/001 déficit de financement	- 14 476,89																																																															
Solde des restes à réaliser d'investissement	- 4 229,19																																																															
RAR dépenses	4 229,19																																																															
RAR recettes	0,00																																																															
Besoin de financement en investissement	18 706,08																																																															
AFFECTATION :																																																																
4) Affectation au R/1068 couverture au minimum du besoin de financement ci-dessus	18 706,08																																																															
5) Report en fonctionnement au R/002 du surplus non affecté au R/1068	20 380,85																																																															
Déficit de fonctionnement reporté au D/002 (le cas échéant)	0,00																																																															
<p><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>17/ COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT – APPROBATION</b></p> <p>Sous la Présidence de Mme Irène TOST, il est procédé à l'examen du compte administratif du budget annexe de l'assainissement de l'année 2016. Le résultat de l'exécution du budget 2016 se présente ainsi :</p> <table><tr><th></th><th colspan="2">Investissement</th><th colspan="2">Exploitation</th><th colspan="2">Ensemble</th></tr><tr><th></th><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th><th>Dépenses ou déficits</th><th>Recettes ou excédents</th></tr><tr><td>Résultats reportés</td><td></td><td>291 714,07</td><td>51 490,83</td><td></td><td>51 490,83</td><td>291 714,07</td></tr><tr><td>Opérations de l'exercice</td><td>25 522,82</td><td>0,00</td><td>42 359,43</td><td>8 174,25</td><td>67 882,25</td><td>8 174,25</td></tr><tr><td>TOTAUX</td><td>25 522,82</td><td>291 714,07</td><td>93 850,26</td><td>8 174,25</td><td>119 373,08</td><td>299 888,32</td></tr><tr><td><b>Résultats de clôture</b></td><td></td><td><b>266 191,25</b></td><td><b>85 676,01</b></td><td></td><td><b>85 676,01</b></td><td><b>266 191,25</b></td></tr><tr><td>Restes à réaliser</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>TOTAUX CUMULES</td><td></td><td>266 191,25</td><td>85 676,01</td><td></td><td>85 676,01</td><td>266 191,25</td></tr><tr><td><b>Résultats définitifs</b></td><td></td><td><b>266 191,25</b></td><td><b>85 676,01</b></td><td></td><td></td><td><b>180 515,24</b></td></tr></table> <p>Dans le cadre du transfert de la compétence assainissement à la 3CML, les résultats définitifs 2016 du budget annexe de l'assainissement ont été transférés vers le budget principal et le budget annexe de l'assainissement a été clôturé.</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :</b></p> <p>- <b>APPROUVE le compte administratif 2016 du budget annexe du budget annexe de l'assainissement.</b></p> <p><b>MAJORITE</b></p> <p><b>Pour : 21</b></p> <p><b>Abstentions : 6</b> J. Bernard N. Mondy B. Serpereau D. Duval C. Jomain C. Robert</p> <p>Monsieur le Maire ne prend pas part au vote.</p>		Investissement		Exploitation		Ensemble			Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Résultats reportés		291 714,07	51 490,83		51 490,83	291 714,07	Opérations de l'exercice	25 522,82	0,00	42 359,43	8 174,25	67 882,25	8 174,25	TOTAUX	25 522,82	291 714,07	93 850,26	8 174,25	119 373,08	299 888,32	<b>Résultats de clôture</b>		<b>266 191,25</b>	<b>85 676,01</b>		<b>85 676,01</b>	<b>266 191,25</b>	Restes à réaliser							TOTAUX CUMULES		266 191,25	85 676,01		85 676,01	266 191,25	<b>Résultats définitifs</b>		<b>266 191,25</b>	<b>85 676,01</b>			<b>180 515,24</b>
	Investissement		Exploitation		Ensemble																																																											
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents																																																										
Résultats reportés		291 714,07	51 490,83		51 490,83	291 714,07																																																										
Opérations de l'exercice	25 522,82	0,00	42 359,43	8 174,25	67 882,25	8 174,25																																																										
TOTAUX	25 522,82	291 714,07	93 850,26	8 174,25	119 373,08	299 888,32																																																										
<b>Résultats de clôture</b>		<b>266 191,25</b>	<b>85 676,01</b>		<b>85 676,01</b>	<b>266 191,25</b>																																																										
Restes à réaliser																																																																
TOTAUX CUMULES		266 191,25	85 676,01		85 676,01	266 191,25																																																										
<b>Résultats définitifs</b>		<b>266 191,25</b>	<b>85 676,01</b>			<b>180 515,24</b>																																																										

**18/ REHABILITATION DU PATRIMOINE COMMUNAL : REFECTION DES TOITURES DES EGLISES – APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, dans le cadre de la réhabilitation du patrimoine communal, la réfection des toitures de cinq églises et chapelles est en projet.

Le Département de l'Ain et la Région Auvergne Rhône-Alpes ont été sollicités pour apporter leur aide financière à ce programme.

L'assemblée départementale, lors de sa réunion de février 2017, a décidé de préserver pour la commune de Montluel, et dans le cadre de la dotation territoriale aux communes, une subvention de 26 959 € correspondant à un taux d'intervention de 15 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 179 728 €.

La demande de subvention déposée auprès de la Région Auvergne Rhône-Alpes est actuellement en cours de traitement.

Afin de bénéficier d'une attribution effective de subvention, il convient aujourd'hui de délibérer en approuvant, d'une part, le lancement du projet, et d'autre part, le plan de financement définitif précisant le coût prévisionnel réajusté et le montant des aides départementales et régionales.

Le plan de financement réajusté du projet de réfection des toitures des églises est le suivant :

SOURCES	LIBELLE	MONTANT EN €	TAUX
Commune de Montluel	Fonds propres	76 385,00	42,50 %
Département de l'Ain	Dotation territoriale 2017	26 959,00	15 %
Région Auvergne Rhône-Alpes	Subvention	76 384,00	42,50 %
TOTAL HT		179 728,00	100 %

Il est précisé que les crédits nécessaires à la réalisation des travaux sont inscrits en section d'investissement, article 2313 « constructions », du budget principal 2017 de la commune pour un montant de 75300 € TTC. Le solde du programme sera inscrit au même compte lors du vote du budget primitif 2018 à hauteur de 14 700 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le lancement du projet de réfection des toitures des églises communales ;
- **APPROUVE** le plan de financement de ce projet ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à entreprendre toute démarche et à signer tous les documents se rattachant à ce projet et à son financement.

**AFFAIRES FINANCIERES**

**MAJORITE**

**Pour : 27**

**Abstention : 1**  
C. Robert



19/ TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la TLPE a été instituée par l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Elle frappe les supports publicitaires fixes suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local :

- Les dispositifs publicitaires : tout support susceptible de contenir une publicité ainsi que toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, sur le domaine privé et public, quelle que soit la zone géographique de la commune où se trouve le dispositif ;
- Les enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images (lettrage, drapeau, logo, affiche, totem, bandeau, panneau...) qu'elles soient apposées sur un établissement, sur sa toiture, sur des lambrequins de stores, scellées au sol ou implantées directement sur le sol, en vitrophanies... ;
- Les pré-enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Monsieur le Maire explique que la TLPE est assise sur la surface exploitée hors encadrement des supports et doit être acquittée par l'exploitant du support ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

A défaut de transmission de déclaration par l'exploitant, la collectivité peut procéder à une taxation d'office. Lorsque ces déclarations ont pour effet de réduire le montant de la taxe réellement due, la collectivité peut établir une imposition complémentaire à l'issue d'une procédure de rehaussement contradictoire.

Monsieur le Maire explique que les collectivités ont la possibilité d'exonérées totalement ou partiellement (réfaction de 50%) certains dispositifs. Pour cela, elles doivent délibérer avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année qui précède celle de la taxation.

AFFAIRES FINANCIERES

UNANIMITE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **FIXE les tarifs annuels 2018 de la T.L.P.E. comme suit :**

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports <u>non</u> numériques)		Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)	
Superficie inférieure ou égale à 12 m²	Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²
15,50 €/m²	31,00 €/ m²	62,00 €/ m²	15,50 €/ m²	31,00 €/ m²	46,50 € / m²	93,00 €/m²

- **DECIDE D'EXONERER les enseignes dont la somme des superficies cumulées et correspondant à un même établissement est inférieure ou égale à 12 m².**

# AFFAIRES FINANCIERES

## 20/ TARIF DU M<sup>3</sup> D'EAU POTABLE A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2017

Par délibération en date du 6 avril 2017, le conseil communautaire de la 3CM a décidé d'augmenter du prix de la production de l'eau de 0,08 € par m<sup>3</sup>, cette augmentation étant à la charge des communes. La dernière modification des tarifs relatifs à l'eau potable a été fixée par délibération du 27 novembre 2014, avec un effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le service de l'eau est un service public qui fait l'objet d'un budget annexe dans lequel le prix de l'eau doit permettre l'équilibre nécessaire dudit budget.

Une revalorisation des tarifs de l'eau potable est devenue nécessaire pour prendre en compte l'augmentation décidée par la communauté de communes de la Côtère à Montluel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'INSTAURER la tarification suivante à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 :
  - Tarif du m<sup>3</sup> d'eau potable : 0,98 € H.T. (ancien tarif : 0,90 € H.T.) ;
  - Tarif de l'abonnement maintenu à 30 € H.T. ;
  - Tarif de la location compteur maintenu à 15 € H.T.

**MAJORITE**

Pour : 22

Abstentions : 4

C. Robert  
C. Jomain  
D. Duval  
F. Crévola

Contre : 2

F. Boussebha  
M. Sarikaya

# AFFAIRES FINANCIERES

## 21/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'A.D.A.P.A. DE MONTLUEL

Les subventions allouées aux associations pour 2017 ont fait l'objet d'une délibération le 13 février 2017, au moment du vote du budget.

Des modifications sont aujourd'hui à apporter à la liste des subventions du 13 février 2017, à savoir :

- Attribution d'une subvention de fonctionnement, pour l'année 2017, à l'A.D.A.P.A. (Association Départementale Aide Personnes de l'Ain) de Montluel, pour un montant de 200 €, suite au dépôt tardif, par ladite association, d'un dossier de demande d'aide financière ;
- Montant de la provision pour subventions exceptionnelles ramené à 12 978,66 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- ADOPTE les modifications suivantes à la liste des subventions allouées aux associations pour l'année 2017 :

Secteur	Nom association	Accordé BP 2017 en €	Accordé 30/05/2017
Solidarité	A.D.A.P.A. de Montluel	0,00	200,00
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	13 178,66	12 978,66
<b>TOTAL (article 6574)</b>		<b>13 178,66</b>	<b>13 178,66</b>

- ACCORDE à l'association A.D.A.P.A. de Montluel une subvention de fonctionnement d'un montant de 200 € pour l'année 2017 ;

- AUTORISE Monsieur le Maire à mandater cette subvention.

**UNANIMITE**



## 22/ DEFINITION DES TARIFS DES MINI-CAMPS ESTIVAUX – ALSH

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre des activités de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), il est organisé chaque été des mini-camps sous tente en direction des enfants âgés de 6 à 11 ans. Les tarifs tiennent compte des charges inhérentes à chacune des activités, du matériel pédagogiques, des frais alimentaires, pharmaceutiques et d'hébergement, des transports et du coût du personnel.

Il est proposé au Conseil Municipal les tarifs suivants (maintenus par rapport aux années précédentes) :

### - Camp Pêche

	QF 1 0 à 385	QF 2 386 à 630	QF 3 631 à 735	QF 4 736 à 940	QF 5 > 940
1 enfant	82.50 €	126.50 €	147 €	166 €	185 €

### - Camp Poney

	QF 1 0 à 385	QF 2 386 à 630	QF 3 631 à 735	QF 4 736 à 940	QF 5 > 940
1 enfant	93.52 €	138.50 €	167 €	189 €	210.50 €

### - Camp Aquatique

	QF 1 0 à 385	QF 2 386 à 630	QF 3 631 à 735	QF 4 736 à 940	QF 5 > 940
1 enfant	112 €	161 €	193 €	217 €	242 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE les grilles de tarifs des mini-camps proposées ci-dessus au titre de l'année 2017.

AFFAIRES FINANCIERES

UNANIMITE

**23/ ADAPTATION DE L'OFFRE PERISCOLAIRE SUITE AU CHANGEMENT D'HORAIRE DE L'ECOLE ST- EXUPERY**

Monsieur le Maire explique que l'Inspection académique impose à partir de la rentrée prochaine vingt-quatre heures d'enseignement effectif par jour. De fait l'école Saint-Exupéry ne sera plus autorisée à finir les cours dix minutes plus tôt à midi et le soir.

Les écoles Alphonse Daudet et Saint-Exupéry vont donc avoir exactement les mêmes horaires, ce qui va poser des problèmes pour les parents ayant des enfants dans les deux écoles.

Plusieurs réunions de travail ont été organisées en présence de la mairie, des directrices de trois écoles, de délégués départementaux de l'Éducation Nationale (DDEN) et des représentants de parents d'élèves de l'association Ensemble pour nos enfants. Un sondage a été soumis aux parents. Il ressort que 70,7 % des parents concernés souhaitent le décalage des horaires. Une majorité (66,7%) se prononcent pour le maintien de la pause méridienne de 2h.

Dès la rentrée 2017/2018, l'école Saint-Exupéry aurait alors les horaires suivants : 8h40-11h40 et 13h40-15h55. Ces horaires ont été soumis à l'inspection académique.

Afin de faciliter l'organisation des familles face à ce changement, il est proposé de créer un tarif préférentiel pour la tranche horaire 8H-8h30 du périscolaire qui serait appliqué pour toutes les familles montluistes et toutes les écoles afin de maintenir l'équité.

Il est proposé d'appliquer une baisse de 30% sur la tranche horaire 8H-8h30 pour les Montluistes. La nouvelle grille tarifaire, applicable dès la rentrée de septembre 2017, serait alors :

	Tarifs Montluel et assimilés					Tarifs hors Montluel		
	QF1	QF2	QF3	QF4	QF5	QF 1à3	QF4	QF5
Forfait mensuel	2,40 €	3,40 €	4,40 €	5,40 €	6,40 €	5,40 €	6,40 €	7,40 €
Tarifs par demi-heure	0,35 €	0,56 €	0,76 €	0,96 €	1,16 €	1,06 €	1,16 €	1,26 €
Tarifs préférentiels 8h-8h30	0,24 €	0,39 €	0,53 €	0,67 €	0,81 €	1,06 €	1,16 €	1,26 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :  
- APPROUVE les grilles de tarifs proposées dès la rentrée de septembre 2017-2018 et suivantes.

UNANIMITE

**AFFAIRES SCOLAIRES**

**QUESTIONS DIVERSES**

**24/ QUESTIONS DIVERSES**

Levée de la séance à 23h15

Fait à Montluel, le 31 mai 2017

Le Maire,  
Romain DAUBIÉ

Affiché le : **22 JUIN 2017**

